

**Audience publique du 3 avril 2014**

Recours formé par Monsieur ..... et consorts,  
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration  
en matière de protection internationale (art. 19, L.5.5.2006)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 32662 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 7 juin 2013 par Maître Michel Karp, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ....., né le .... à .... (Kosovo) et de son épouse, Madame ....., née le .... à ...., agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de leurs enfants mineurs ....., né le .... à .... et ....., née le ... à .... (Monténégro), tous de nationalité kosovare, demeurant actuellement ensemble à ....., tendant, d'une part, à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 7 mai 2013 rejetant leur demande en obtention d'une protection internationale comme n'étant pas fondée et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois contenu dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 4 octobre 2013 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Michel Karp et Madame le délégué du gouvernement Betty Sandt en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 10 février 2014.

---

En date du 8 novembre 2012, Monsieur ..... et son épouse Madame ....., accompagnés de leurs enfants mineurs .... et ....., ci-après désigné par « les consorts ..... », introduisirent auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, désignée ci-après par « la loi du 5 mai 2006 ».

Le même jour, les consorts ..... furent entendus par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale sur leur identité et l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur ..... fut entendu les 14, 24 et 30 janvier 2013, et Madame ..... fut entendue les 15 et 25 janvier 2013 par un agent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration sur leur situation et sur les motifs à la base de leur demande de protection

internationale.

Par décision du 7 mai 2013, notifiée par courrier recommandé envoyé le 13 mai 2013, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci-après dénommé « le ministre », informa les consorts ..... de ce que leur demande avait été rejetée comme étant non fondée tout en leur enjoignant de quitter le territoire dans un délai de trente jours. Cette décision est libellée comme suit :

*« J'ai l'honneur de me référer à vos demandes en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentées auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères en date du 8 novembre 2012.*

*En application de la loi précitée du 5 mai 2006, vos demandes de protection internationale ont été évaluées par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.*

*En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 8 novembre 2012 et les rapports d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères des 14 et 15 janvier 2013.*

*Madame, Monsieur, il résulte de vos déclarations auprès de la Police judiciaire que vous auriez quitté le Kosovo en camionnette le 25 octobre 2012 et que vous seriez arrivés au Luxembourg le 30 octobre 2012. Vous ne vous rappelez plus du trajet, mais vous auriez payé 5000 euros pour le voyage. Vous ne possédez pas de passeports valables.*

*Monsieur, il ressort de votre entretien que vous auriez déménagé au Monténégro pendant le conflit du Kosovo en 1999. Depuis 2003 jusqu'en 2011, vous y auriez travaillé en tant qu'agent d'infiltration pour une organisation secrète (B.I.A.) qui aiderait les serbes à retourner au Kosovo et qui protégerait les monastères; elle serait liée à l'armée serbe. Vous seriez retourné à .../Kosovo en septembre 2011 parce qu'« il commençait à devenir chaud » (p.4/12) pour vous au Monténégro, mais vous auriez constaté que vos deux maisons y auraient été brûlées par des Albanais lorsqu'ils se seraient installés dans le village. Vous auriez alors vécu dans la maison de votre sœur, qui aurait cependant été détruite par un voisin en septembre 2012, lorsque vous étiez à .../Kosovo et que votre épouse serait allée vivre dans la maison de son père à ..... Vous en auriez été informé par téléphone par votre épouse ou bien par vos amis. Vous dites qu'il vous aurait été impossible de vivre à .... parce que le village serait dorénavant majoritairement habité par des albanais; les droits de l'Homme n'y seraient pas respectés. Ainsi, on aurait régulièrement jeté des pierres sur la maison. En plus, votre beau-père, habitant également la même ville, serait musulman et ne vous aurait jamais accepté comme beau-fils. Votre épouse, ainsi que son père, auraient d'ailleurs également été insultés et offensés, parce que vous seriez serbe. Enfin, vous auriez été agressé à .../Kosovo avec un couteau par trois personnes inconnues, vers mi-2012. Vous n'auriez pas déposé plainte.*

*Vous précisez que vous seriez souvent resté à la maison et que vous vous seriez régulièrement caché chez des amis à cause de la situation sécuritaire. En effet, un certain .... vous aurait renseigné sur le trafic d'organes dans « la maison jaune » et l'implication de l'UCK et de l'Etat du Kosovo. Il vous aurait conseillé de quitter le pays. Un autre ami, un dénommé ....., aurait été kidnappé en 1998, vous auriez entendu qu'il aurait été emmené dans*

*« la maison jaune ». D'autres amis, travaillant également pour le B.I.A. auraient disparu pendant votre séjour au Monténégro.*

*Vous signalez que la police kosovare vous aurait arrêté et interrogé à de nombreuses reprises pour gagner des informations, lorsqu'une personne serbe aurait été arrêtée au Kosovo. Vous êtes d'avis qu'elle serait au courant de votre passé de collaborateur pour l'armée serbe. Vous auriez également été arrêté en 2003 ou en 2004, donc à une époque où vous auriez encore habité au Monténégro et puis gardé pendant dix jours à Gnjilane, après que vous ayez visité des serbes détenus sur la base de la NATO de Bonstil. La police vous aurait maltraité.*

*Vous ajoutez qu'il vous serait impossible d'honorer les défunts sur le cimetière serbe de ....; de même, vous n'auriez plus le droit d'y enterrer des gens. Vous posséderiez également un kiosque près de l'école de ....., mais un Albanais le tiendrait actuellement.*

*Enfin, vos enfants n'auraient plus voulu retourner à l'école parce que d'autres élèves les auraient insultés et que votre fils aurait été agressé à une reprise.*

*Il y a lieu d'ajouter que vous n'auriez pas été satisfait du déroulement de vos entretiens auprès de l'agent du Service des Réfugiés, raison pour laquelle vous avez remis une fiche de motifs manuscrite postérieurement. Vous y évoquez de façon plus détaillée vos vécus pendant le conflit du Kosovo, vous précisez notamment avoir combattu pour l'armée serbe. De même, vous signalez qu'en tant qu'agent de renseignement du B.I.A. vous auriez été responsable de « protéger l'histoire et la culture serbe, d'aider les enclaves serbes (...) et d'aider le plus grand nombre de serbes à retourner ». Vous auriez également été chargé de surveiller des groupes criminels albanais et de dénicher d'éventuels collaborateurs serbes. A cause de ce travail, vous vous seriez fait des ennemis sur tout le territoire des Balkans et vous auriez souvent été maltraité par la police kosovare. Vous auriez découvert les liens qui existeraient entre des groupes criminels actifs dans le « trafic des humains, de la drogue, des armes, la contrefaçon des billets et des documents, le blanchiment de l'argent » et le gouvernement kosovar ainsi que des politiciens des pays des Balkans. Vous précisez qu'après votre retour au Kosovo en 2011, vous auriez porté plainte contre les agressions que vous y auriez subies. Enfin, vous évoquez les problèmes que vous et votre épouse auraient dû subir à cause de votre mariage avec une bochniaque.*

*Madame, vous confirmez les dires de votre époux. Vous précisez que votre famille n'accepterait jamais le fait que vous seriez mariée à un serbe. Vous ajoutez que vous ne pourriez pas circuler librement dans ..... Vos enfants seraient menacés de mort par des enfants albanais. Des villageois albanais auraient tiré avec des mitraillettes au-dessus de votre maison pour vous faire peur. Vous vous seriez adressée à la police à plusieurs reprises.*

*Madame, Monsieur, il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière des demandeurs qui doivent établir, concrètement, que leur situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.*

*Or, les faits que vous alléguiez, ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié puisqu'ils ne peuvent à eux seuls établir dans votre chef*

*une crainte fondée d'être persécutés dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1<sup>er</sup>, section 1, § 2 de la Convention de Genève. En effet, Monsieur, la situation générale des membres de la minorité ethnique serbe est certes difficile, elle n'est cependant pas telle que tout membre serait de ce seul fait exposé à des persécutions au sens de la Convention de Genève. Selon la jurisprudence de la Cour administrative une crainte de persécution afférente doit reposer nécessairement sur des éléments suffisants desquels il se dégage que, considéré individuellement et concrètement, les demandeurs risquent de subir des traitements discriminatoires.*

*Madame, Monsieur, vous faites état d'insultes, de menaces, de jets de pierres et d'agressions que vous, Monsieur, ainsi que votre fils, auriez dû subir. Ceux-ci émaneraient de voisins albanais et de personnes inconnues non identifiées. Il y a lieu de noter que ces personnes albanaises privées ne sauraient être considérées comme agents de persécution au sens de la Convention de Genève et de la loi modifiée du 5 mai 2006. S'agissant d'actes émanant de personnes privées, une persécution commise par des tiers peut être considérée comme fondant une crainte légitime au sens de la Convention de Genève uniquement en cas de défaut de protection de la part des autorités politiques pour l'un des motifs énoncés par ladite Convention et dont l'existence doit être mise suffisamment en évidence par le demandeur de protection internationale. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. En application de l'article 28 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection au cas de l'espèce, il ne ressort pas des rapports d'audition que l'Etat ou d'autres organisations étatiques présentes sur le territoire du Kosovo ne peuvent ou ne veulent pas vous accorder une protection à l'encontre de ces personnes. Il convient de signaler que vous restez d'ailleurs contradictoires quant à la question si vous aviez recherché la protection policière. Monsieur, vous dites que vous n'auriez pas déclaré les différents incidents à la police parce que « Je n'ai pas envie de voir la police, sauf si elle m'attrape, je suis obligé à l'accompagner. Je ne pense pas que cela aurait changé quelque chose » (p. 8/12). Par contre, vous expliquez dans vos déclarations manuscrites que « on portait plainte à la police mais ils disaient que ce sont des adolescents (...) ou que c'est une personne inconnue » (p. 2/3). Madame, vous expliquez que « Non, nous n'avons pas été à la police. Plusieurs fois, nous avons été à la police, mais on nous disait toujours : On va régler cette situation, on va vous appeler » (p. 6/9). Il ne ressort donc pas de vos entretiens si vous avez finalement porté plainte ou pas. En tout cas, les constats susmentionnés ne permettent pas de conclure à un défaut de volonté de protection de la police.*

*Soulignons les conclusions de l'Assemblée Générale du Conseil de l'Europe dans son rapport du 7 janvier 2013 concernant le rôle positif de la police kosovare au sein de la société: « Polling data in 2009 and 2010 found the Kosovo Police to be the most trusted Kosovo institution. Organisational restructuring has led to an improved perception of the Kosovo police by the public. The police has met its training targets and achieved diversity in terms of ethnicity and gender, with 10% of ethnic Serbs and 15% of women officers. It has a low level of corruption. » En plus, la police kosovare est multiethnique et, malgré le fait qu'elle [n'] est régionalement pas représentée à un niveau optimal dû au nombre restreint d'effectifs, elle se prévaut d'une bonne réputation: « Des sources signalent que la police du Kosovo mène ses activités sous l'autorité du ministère des Affaires internes (Ministry of Internal Affairs) et compte environ 7 000 policiers (Conseil de l'Europe 2 juill. 2009, paragr. 82; E.-U. 8 avr. 2011, sect. 1.d). Selon des statistiques affichées sur le site Internet de la police du Kosovo, en 2009, 85,8% des policiers étaient Albanais, 9,4% étaient Serbes et 4,8% appartenaient à une autre minorité ethnique (Kosovo 2009). L'international Crisis*

*Group souligne que les Serbes et d'autres minorités sont fortement représentés dans la police (19 mai 2010, 5). ». En effet « L'International Crisis Group décrit la police du Kosovo comme [traduction] « la plus forte des institutions du Kosovo pour ce qui est d'assurer la primauté du droit ». Enfin, « The Kosovo police station in Pejë/Pec municipality has 175 officers in the main police station and in its two (2) sub-stations in Gorazdevac/Gorazhdevc and ..../Vitimirice. Fifty-three (53) of these officers are from the Kosovo Serb, Bosniak, Egyptian and Gorani communities, while 36 officers are female (source: Kosovo police). As for the international military presence Italian KFOR is in charge of the area (source: Kosovo police). »*

*On peut en déduire des rapports susmentionnés que la police kosovare se prévaut d'une bonne réputation et que vous auriez eu la possibilité de vous adresser à cette institution pour vous défendre contre les injustices dont vous vous estimez victime.*

*Citons l'arrêt de la Cour Administrative du 28 avril 2009 sous le numéro de rôle 24892C qui retient que :*

*« Eu égard à ces éléments, la situation générale actuelle au Kosovo n'est pas telle que les personnes qui y résident, y compris celles appartenant à des minorités ethniques, devraient craindre de la part des autorités des traitements inhumains et dégradants. Elles ne sont pareillement pas fondées à admettre que les autorités en place ne seraient ni disposées, ni capables de les protéger contre des violations de leurs droits de la part de groupes de la population ou d'individus non étatiques. »*

*A cela, il y a lieu d'ajouter que des insultes, des menaces ou des bagarres constituent des délits relevant du droit commun, punissables selon la loi kosovare. Elles ne sauraient en tout cas pas fonder les motifs visant [...] l'octroi du statut de réfugié. Signalons dans ce contexte que vous avez tout à fait accès à la justice kosovare pour faire valoir vos droits et que celle-ci fonctionne de mieux en mieux selon la Commission Européenne dans son dernier rapport de 2011:*

*"Kosovo has made progress in the judicial sector. The Constitutional Court has issued a number of key decisions, which made a significant impact. Institutions ensured that these judgments were followed. (...) Salaries for judges and prosecutors have been increased, as provided for in the relevant laws, further strengthening the independence of judges. The Kosovo Judicial Council has started to address shortcomings within the judiciary. The Council adopted an action plan for the implementation of the law on courts. It adopted a strategy to reduce the backlog of cases in October 2010 and started implementing it on 1 January 2011."*

*Citons en dernier lieu le jugement du tribunal administratif du 10 octobre 2012 : « Le tribunal est amené à retenir que les insultes générales, d'une part, et les menaces émanant d'une personne d'origine albanaise bien précise qui se répètent depuis 2007, d'autre part, sont certes tout à fait condamnables, mais s'analysent en substance en des harcèlements de la part de la population albanaise du Kosovo, respectivement d'une personne bien précise, lesquels ne sont pas suffisamment graves, malgré leur caractère répété, pour pouvoir retenir dans le chef du demandeur l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la loi du 5 mai 2006. En effet, à défaut d'autres éléments permettant de mettre en exergue que ces agissements aient des conséquences rendant la vie du demandeur subjectivement insupportable dans son pays d'origine, ces faits n'ont pas le*

*degré de gravité requis pour pouvoir être qualifiés de persécution au sens de la loi du 5 mai 2006, de tels faits en particulier ne mettant ni directement, ni indirectement en danger la vie, la liberté ou l'intégrité physique du demandeur. » (TA ; 30.579 du rôle ; 10 octobre 2012)*

*En ce qui concerne l'agression dont vous, Monsieur, faites état, ainsi que la bagarre de votre fils, il faut noter que des délits de droit commun sont toujours présents mais le Secrétaire Général des Nations Unis a publié dans son rapport du 31 janvier 2012 que « De manière générale, une baisse globale des infractions de droit commun a été constatée par rapport à 2010. La police du Kosovo a réalisé avec succès plusieurs opérations visant des personnes impliquées dans la criminalité organisée, la traite des êtres humains et le trafic de drogues. Cependant, cette baisse globale n'a pas eu de conséquence directe sur les conditions de sécurité lors de la période étudiée. Le climat de tension qui a caractérisé la région située au nord de l'Ibër/Ibar s'explique par la situation décrite plus haut. En revanche, une légère diminution du nombre d'incidents mineurs visant les communautés minoritaires (actes d'intimidation, agressions, vols, infractions liées au foncier, vandalisme visant les églises et les cimetières orthodoxes serbes ainsi que les voitures immatriculées en Serbie, surtout dans les zones mixtes et albanaises du Kosovo) a été observée au sud du fleuve. ».*

*Il y a aussi lieu de rappeler dans ce contexte que la notion de protection de la part du pays d'origine n'implique pas une sécurité physique absolue des habitants contre la commission d'actes de violences, mais suppose des démarches de la part des autorités en place en vue de la poursuite et de la répression des actes de violence commis, d'une efficacité suffisante pour maintenir un certain degré de dissuasion. Une persécution ne saurait être admise dès la commission matérielle d'un acte criminel, mais seulement dans l'hypothèse où les agressions commises par un groupe de population seraient encouragées par les autorités en place, voire où celles-ci seraient incapables d'offrir une protection appropriée. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.*

*Madame, Monsieur, vous faites également état de vos craintes de circuler librement. Vous auriez quitté le Kosovo parce que vous ne vous y sentiriez pas en sécurité. Or, d'après le rapport du Secrétaire Général de la MINUK du 5 avril 2010, « Malgré des incidents isolés, les membres de communautés minoritaires circulent en général librement au Kosovo ». D'après le « Kosovo Asyl-Länderbericht » de mai 2011: « Bewegungsfreiheit ist für alle ethnischen Gruppen im Kosovo gewährleistet. Einschränkungen bestehen nur aufgrund wirtschaftlicher Beeinträchtigungen (fehlende finanzielle Mittel für öffentlichen Transport bzw. Privatfahrzeug), sowie sind solche regional bedingt (z.B. Teile des Nordkosovo). ». De même, même si des efforts restent à faire notamment en ce qui concerne la sécurité au Nord du Kosovo (région dont vous n'êtes pas originaires), l'efficacité du système judiciaire, la participation des serbes dans les institutions kosovares, la consolidation de la situation des minorités ethniques et de leurs droits, le constat indéniable d'une évolution positive au Kosovo, également reconnu par les cours et tribunaux administratifs ne saurait être mis en cause. En effet, même le document de l'UNCHR datant de novembre 2009 dresse le constat d'une amélioration de la sécurité au Kosovo, avec une diminution des crimes à l'encontre des membres des communautés minoritaires. Il estime que: « since the March 2004 attacks, which targeted Kosovo Serbs, Roma and Ashkali there have not been serious incidents of violence reported against minorities on that scale ».*

*Remarquons en fin de compte, qu'à part une agression mi-2012, Monsieur, pendant laquelle vous n'auriez pas été blessé sévèrement, ainsi qu'une bagarre de votre fils avec*

*d'autres enfants, vous ne faites état d'aucune agression ou persécution. Vos motifs traduisent donc plutôt un sentiment général d'insécurité qu'une crainte de persécution. Or, un sentiment général d'insécurité ne constitue pas une crainte fondée de persécution au sens de la prédite Convention.*

*Vous signalez également que vos deux maisons à .... auraient été détruites, lorsque vous auriez quitté le Kosovo à cause du conflit. De même, vous dites que la maison de votre (belle-)sœur, habitant aux Etats-Unis, aurait été détruite pendant que vous, Monsieur, auriez été à .../Kosovo et que vous, Madame, auriez vécu chez votre père. Monsieur, vous auriez également possédé un kiosque à .... qui serait dorénavant occupé par un albanais. Dans ce contexte, il convient de préciser que les incidents datant du temps du conflit du Kosovo sont trop éloignés dans le temps pour être pris en considération lors de vos demandes de protection internationale en 2012. Il ne ressort d'ailleurs pas de votre entretien quand exactement le kiosque en question aurait été remis à cette personne albanaise; il paraît cependant que cette occupation aurait eu lieu pendant votre absence, à savoir de 1999 à 2011. Cet incident doit donc également être considéré trop ancien dans le cadre de vos demandes de protection internationale. Cela vaut d'autant plus qu'il ressort des deux documents de la commune de .../Kosovo, joints à votre demande, qu'en 1992, les autorités de Pec vous accordent le droit d'une « ouverture d'un local temporaire D. Il n'est donc pas surprenant que lors de votre retour au Kosovo, une vingtaine d'années plus tard, ce kiosque ne vous aurait plus appartenu. Ensuite, il y a lieu de signaler qu'il paraît plutôt probable que de manière générale, une maison, qui n'est pas habitée, en l'occurrence celle de votre sœur, soit exposée à un plus grand risque d'être cambriolée ou de faire l'objet d'actes de vandalisme, et ce quelque soit l'ethnie des propriétaires. En effet, relevons dans ce contexte que nos recherches ont révélé qu' « Au Kosovo, il ne se passe à vrai dire pas un jour, sans que la Police locale ne recense de nouveaux cas de cambriolages de maisons d'expatriés, même si ces derniers ne sont pas différenciés des autres cambriolages. Ainsi, les autorités locales classent dans la même catégorie, les cambriolages de maisons d'expatriés et ceux des citoyens résidant au Kosovo. Quoiqu'il en soit, les vols des maisons et des appartements au Kosovo sont à un niveau relativement élevé. Les données de la Police démontrent que les cambrioleurs sont particulièrement actifs », mais que les autorités kosovares ne restent pourtant pas inactives. Ainsi, parmi les vols commis en 2011 « 109 de ces cambriolages sont considérés comme passifs, 17 ont été confiés au procureur, 4.479 ont été traités par les tribunaux, 23 dossiers ont été clôturés, 50 mises en accusation ont été prononcées, et dans 87 cas, une décision finale a été adoptée. »*

*Monsieur, vous déclarez que la police vous aurait arrêté à de nombreuses reprises, afin que vous lui donniez des informations relatives à des personnes serbes qui auraient été interceptées ou arrêtées au Kosovo; vous auriez été menotté et maltraité. Signalons en ce contexte que l'inspectorat de Police du Kosovo a été établi indépendamment de la Police kosovare et est compétent pour toute plainte envers les forces de l'ordre : « As defined in the Rules of Procedure 2005/54, the Police Inspectorate of Kosovo is established as an executive body of the Ministry of Internal Affairs. The Police Inspectorate of Kosovo consists of the executive manager and inspection officers, who are civilian officials and completely independent of the Kosovo Police Service. These officials are mandated with [a] range of competencies for entry into and inspection of the police stations and departments, to interview police officers of all categories, to collect data on manners of tasks accomplishment, investigate disciplinary complaints and, if necessary, to seize the police documents. (...) The Police Inspectorate of Kosovo is an independent mechanism for monitoring police and it has two main functions: Inspection of the manner in which the tasks*

*are accomplished by KPS in a defined range of management functions in the context of appropriateness, effectiveness and application of the applicable laws, as well as to conduct review of all the complaints for misconduct of the KPS police officers regardless of their ranks. » Force est donc de constater que vous auriez à tout moment pu vous adresser à cette instance pour faire valoir vos droits et vous défendre contre d'éventuels abus de pouvoir ou mauvais comportements de la part des policiers.*

*Vous signalez également avoir travaillé pour le service de renseignement serbe (B.I.A.) au Monténégro. Vous seriez d'avis que votre situation y serait devenue trop précaire et que des amis à vous, également actifs pour le B.I.A. y auraient disparu. Or, vous êtes de nationalité kosovare, vous êtes né à Pec/Kosovo mais vous auriez vécu au Monténégro pendant douze ans. Vous êtes en possession d'une carte d'identité kosovare émise le 10 octobre 2012 par les autorités kosovares, donc 1 mois avant votre départ pour le Luxembourg. Votre demande de protection internationale est donc uniquement à évaluer par rapport à votre situation dans le pays dont vous possédez la nationalité et qui est le Kosovo. Le fait que vous auriez des problèmes au Monténégro à cause de votre passé en tant que collaborateur du B.I.A. ne saura donc pas être pris en considération dans le cadre de votre demande de protection internationale. Vous restez d'ailleurs en défaut de corroborer vos dires selon lesquels vous auriez été engagé au sein du service de renseignement serbe.*

*De plus, vous signalez ne pas pouvoir honorer vos défunts sur le cimetière de .... et qu'il ne vous serait plus possible d'y enterrer des personnes serbes. Or, il ressort des informations en nos mains que le Kosovo connaît une protection des droits des communautés englobant toute une panoplie de mesures défendant aussi les droits des communautés minoritaires : « Law No. 03/L-047 on the Protection and Promotion of the Rights of Communities and their Members in Kosovo (the Law on Communities) is one of the core pieces of legislation to protect the rights of all communities in Kosovo. The Law on Communities defines Kosovo communities and their special rights with regard to their identity, use of languages, media, culture, religion, education, health, economic and social opportunities, and their political representation. Moreover, it stipulates the measures which Kosovo institutions shall take to ensure full and effective equality of the communities and their members.*

*Implementation measures foreseen by the Law on Communities include the establishment of the Community Consultative Council (CCC). This also comprised the adoption of the statute of the CCC; the issuance of a code of conduct for community representative organizations; and the publication of an annual comprehensive strategy for the promotion and protection of the rights of all communities and their members along with an annual presentation to the Assembly of a comprehensive report on the implementation of the strategy. ». Ainsi, plusieurs domaines sont visés par cette législation, notamment la défense de l'héritage culturel et religieux des communautés ou encore des mesures à éradiquer la discrimination des minorités : « the Law on Communities foresees the issuance of a strategy for the effective protection of sites and monuments of communities' cultural and religious heritage; the establishment of monitoring procedures pertaining to access and delivery of healthcare services for communities' members; and public employment programmes and other initiatives aimed at overcoming direct and indirect discrimination against members of communities, in particular Kosovo Roma, Kosovo Ashkali and Kosovo Egyptian communities. Furthermore, the Law on Communities envisages that the government establish reasonable thresholds for the establishment of specific school classes operating in community languages to ensure that all community members can access*



*education in their own language. In municipalities where this threshold is not met, the government should offer alternatives to facilitate education in a community's own language, and should also provide higher education and professional training programmes in all community languages, in addition to other measures specified. »*

*Enfin, il s'agit de noter que vous faites état de problèmes avec votre beau-père qui n'accepterait pas le mariage « mixte » de sa fille. Or, il s'agit là de problèmes strictement privés, voire d'un conflit familial, qui ne sauraient être pris en compte dans le cadre de votre demande de protection internationale parce qu'ils ne tombent pas sous l'un des cas prévus par la Convention de Genève et de la loi modifiée du 5 mai 2006.*

*Par conséquent, vous n'alléguez aucun fait susceptible d'établir raisonnablement une crainte de persécution en raison d'opinions politiques, de race, de religion, de nationalité ou d'appartenance à un groupe social, susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont donc pas remplies*

*En outre, vous n'invoquez pas non plus des motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi précitée du 5 mai 2006. En effet, selon le même raisonnement que celui appliqué à l'évaluation de vos demandes de protection internationale, des raisons strictement privées ne justifient pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire parce qu'ils n'établissent pas que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptibles de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.*

*Etant donné que les faits invoqués à la base de vos demandes de protection internationale ne sauraient être actuellement admis comme justifiant à suffisance une crainte de persécution ; dès lors, et a fortiori, l'absence matérielle de crainte actuelle fondée s'impose également en ce qui concerne les demandes tendant à obtenir la protection subsidiaire.*

*En effet, vous ne faites pas état d'un jugement ou d'un risque de jugement vous condamnant à la peine de mort. Vous ne faites également pas état de risque réel de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants ou de risques réels émanant d'une violence aveugle résultant d'un conflit armé interne ou international. La situation actuelle au Kosovo ne saurait être considérée comme conflit armé interne ou international.*

*Ainsi, les faits que vous alléguez ne justifient pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire.*

*Vos demandes en obtention d'une protection internationale sont dès lors refusées comme non fondées au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.*

*Votre séjour étant illégal, vous êtes dans l'obligation de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours à compter du jour où la présente décision sera devenue définitive, à destination du Kosovo, ou de tout autre pays dans lequel vous êtes autorisés à séjourner.*

[...] »

Par requête déposée le 7 juin 2013 au greffe du tribunal administratif, les consorts ..... ont fait introduire un recours tendant, d'une part, à la réformation, sinon à l'annulation de la décision ministérielle précitée du 7 mai 2013 portant refus de leur demande en obtention d'une protection internationale et, d'autre part, un recours tendant à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, inscrit dans la même décision.

1. Quant au recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19, paragraphe (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, une demande en réformation a valablement pu être introduite contre la décision ministérielle déferée.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité du recours au motif que les demandeurs auraient fondé leur recours sur base de l'article 20 de la loi du 5 mai 2006, alors que le ministre aurait fondé sa décision du 7 mai 2013 portant refus d'une protection internationale sur base de l'article 19 de la loi du 5 mai 2006.

S'il est vrai, tel que le relève à juste titre le représentant étatique, qu'à la page 6 de la requête introductive d'instance, les demandeurs sollicitent la réformation de la décision par laquelle le ministre aurait refusé de faire droit à leur « *demande en obtention du statut de protection internationale au sens de l'article 20* » de la loi du 5 mai 2006, alors que la décision déferée est basée sur l'article 19 de la loi du 5 mai 2006, force est cependant au tribunal de constater que la référence énoncée à une disposition de la loi du 5 mai 2006 doit s'interpréter comme étant constitutive d'une erreur matérielle, de sorte que la partie étatique n'a pas pu se méprendre à cet égard. Il convient, en effet, de relever que dans le dispositif de la requête introductive d'instance, le demandeur a bien précisé que son recours visait la décision ministérielle du 7 mai 2013 et que la partie étatique a amplement et utilement pris position par rapport au fond de l'affaire dans son mémoire en réponse. Les droits de la défense de la partie étatique n'ayant pas été violés en l'espèce, il s'ensuit que le moyen d'irrecevabilité est à rejeter pour ne pas être fondé.

Le recours en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable. Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours en annulation introduit à titre subsidiaire.

A l'appui de leur recours, les demandeurs, déclarant être de nationalité kosovare, soutiennent que les problèmes se trouvant à la base de leur demande de protection internationale auraient commencé au moment de leur déménagement du Kosovo au Monténégro en 1999. Au cours des années 2003 à 2011, le demandeur aurait travaillé en tant qu'agent d'infiltration pour une organisation secrète (BIA) qui aurait été liée à l'armée serbe, et dont la mission aurait consisté à aider les Serbes à retourner au Kosovo et à protéger les monastères. Il aurait, en outre, été chargé de surveiller des groupes criminels actifs dans le trafic d'êtres humains, de la drogue, d'armes, de la contrefaçon de billets et de documents et dans le blanchiment d'argent, ainsi que des membres du gouvernement kosovare et des hommes politiques des Balkans. Pendant cette période, le demandeur serait resté au Kosovo et n'aurait rendu visite que sporadiquement à sa famille se trouvant au Monténégro. Sa

famille serait cependant retournée au Kosovo en septembre 2011.

Les demandeurs auraient dû constater que leurs deux maisons auraient été incendiées pendant leur absence par des Albanais. Tandis que la demanderesse et leurs enfants se seraient installés à .... auprès du père de celle-ci, le demandeur aurait vécu dans la maison de sa sœur jusqu'à la destruction de celle-ci par un voisin en septembre 2012. Ils expliquent que le demandeur n'aurait pas pu vivre à .... au motif que ce village serait exclusivement habité par des Albanais, que les droits de l'Homme n'y seraient pas respectés et que des inconnus auraient régulièrement jeté des pierres sur la maison du père de la demanderesse.

Les demandeurs se plaignent en outre de problèmes liés à leur mariage mixte. A cet égard, ils mentionnent plus particulièrement des problèmes causés par le père de la demanderesse, de confession musulmane, qui n'aurait jamais accepté son gendre serbe. La demanderesse et son père auraient par ailleurs été insultés et offensés en raison de l'origine serbe du demandeur.

Ils font ensuite état d'une agression à l'aide d'un couteau subie par le demandeur à .... au Kosovo vers mi-2012 et commise par trois personnes inconnues. Il n'aurait pas porté plainte puisqu'il n'aurait pas confiance en la police.

Les demandeurs expliquent ensuite qu'en raison de la situation sécuritaire au Kosovo, le demandeur aurait souvent été contraint de se cacher chez des amis. Un dénommé .... l'aurait renseigné sur « *le trafic d'organes dans « la maison jaune »* » et sur l'implication de l'UCK dans l'Etat kosovare et leur aurait conseillé de quitter leur pays d'origine. Un ami du demandeur aurait été enlevé en 1998 et emmené à la « maison jaune ». D'autres amis du demandeur ayant travaillé pour le BIA auraient disparu durant le séjour des demandeurs au Monténégro.

Les demandeurs exposent encore que le demandeur aurait souvent été arrêté par la police kosovare qui aurait cherché obtenir des informations dans le cadre d'arrestations de personnes serbes, étant donné que la police aurait connaissance de ses activités de collaborateur auprès de l'armée serbe dans le passé. En 2003 ou 2004, après avoir rendu visite à des Serbes se trouvant sur la base de l'OTAN de Bonstil, le demandeur aurait été arrêté, gardé pendant dix jours et maltraité par la police à Gnjilane.

Les demandeurs soutiennent également qu'il leur serait impossible d'honorer les membres défunts de leur famille sur le cimetière serbe à ..... Par ailleurs, en raison des insultes émanant d'élèves albanais, leurs enfants ne voudraient plus aller à l'école, leur fils ayant déjà été agressé et des Albanais auraient tiré des coups de feu au-dessus de leur maison. Ils estiment que leur liberté de circulation serait entravée. Enfin, des Albanais exploiteraient actuellement les dix kiosques qu'ils auraient détenus auparavant.

En droit, les demandeurs font plaider qu'au vu des menaces et insultes subies par eux, ainsi que du non-respect des droits de l'Homme dans leur chef, ils seraient à considérer comme victimes d'actes de persécution au sens de la loi du 5 mai 2006. Ils font encore référence à la situation générale au Kosovo en se prévalant d'un rapport d'Amnesty International de 2012. Ils font valoir que l'ensemble de ces éléments aurait fait naître dans leur chef un sentiment de peur permanente. Ils en déduisent que les actes subis par eux, considérés en leur globalité, seraient d'une gravité suffisante pour être qualifiés d'actes de persécution au sens de la loi du 5 mai 2006. Ils estiment qu'ils se seraient retrouvés dans une

situation dans laquelle ils seraient victimes de persécution morale insupportable, étant donné qu'une pareille situation compromettrait la dignité et l'épanouissement de tout être humain, une vie normale et décente étant impossible.

Les demandeurs sont d'avis qu'en cas de retour dans leur pays d'origine, ils risqueraient à nouveau de faire l'objet d'actes de persécution. Ils invoquent que le fait de vivre dans une crainte constante constituerait une véritable torture psychologique, sinon un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH), de sorte qu'ils devraient pouvoir bénéficier du statut de réfugié ou du statut de protection subsidiaire.

Les demandeurs mettent finalement en exergue que le problème principal à la base de leur demande de protection internationale serait leur mariage mixte qui ne serait pas accepté par l'ensemble de la population kosovare.

Le délégué du gouvernement soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation des demandeurs et conclut au rejet du recours.

Aux termes de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 d) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...)* ».

Par ailleurs, aux termes de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006 : « *Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1A de la Convention de Genève doivent :*

*a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ou*

*b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). (...)* »

Finalement, aux termes de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 : « *Les acteurs des persécutions ou atteintes graves peuvent être :*

*a) l'Etat ;*

*b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;*

*c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou atteintes graves. »,*

et aux termes de l'article 29 de la même loi : *«(1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par :*

*a) l'Etat, ou*

*b) des partis ou organisations y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient déposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.*

*(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. »*

*(3) Lorsqu'il détermine si une organisation internationale contrôle un Etat ou une partie importante de son territoire et si elle fournit une protection au sens du paragraphe (2), le ministre tient compte des orientations éventuellement données par les actes du Conseil de l'Union européenne en la matière.»*

Il se dégage des articles précités de la loi du 5 mai 2006 que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 28 et 29 de la loi du 5 mai 2006, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et, enfin, que les demandeurs ne peuvent ou ne veulent pas se réclamer de la protection de leur pays d'origine.

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait qu'une d'elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié.

Force est encore de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 retient qu'est un réfugié une personne qui *« craint avec raison d'être persécutée »*, de sorte à viser une persécution future sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait été persécuté avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 établit une

présomption simple que de telles persécutions se poursuivront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces persécutions ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent en définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que les demandeurs avancent, du risque d'être persécutés qu'ils encourent en cas de retour dans leur pays d'origine.

En premier lieu, au regard de la définition de la notion de réfugié à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 et de celle de la notion de pays d'origine contenue à l'article 2 m) de la même loi, dont il découle que la crainte de persécutions est appréciée par rapport au pays dont les demandeurs ont la nationalité, le tribunal est amené à retenir que les craintes des demandeurs sont à apprécier par rapport au Kosovo, et non pas par rapport au Monténégro, puisqu'ils ne sont pas ressortissants de ce pays dans lequel ils ont résidé pendant huit ans et auraient vécu de mauvaises expériences, y compris les difficultés que le demandeur aurait rencontrées dans le cadre de son travail pour l'organisation secrète BIA.

Les demandeurs qualifient leur mariage mixte, le demandeur déclarant être de confession orthodoxe et la demanderesse déclarant être de confession musulmane, comme étant le problème principal se trouvant à la base de leur demande de protection internationale, en ce que ce mariage ne serait accepté ni par la famille de la demanderesse, ni par la population kosovare dans son ensemble.

En ce qui concerne le fait que la famille de la demanderesse n'accepterait pas le mariage mixte des demandeurs, le tribunal est amené à retenir qu'il s'agit d'un problème d'ordre personnel et familial dont une composante est certes l'appartenance de chaque époux à une confession différente, mais qu'il n'en reste pas moins que les obstacles et les reproches familiaux auxquels ils ont été confrontés en tant que couple mixte ne sauraient être qualifiés de persécutions au sens de l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, mais résultent bien plus de dissensions familiales quant au choix respectif du conjoint, dissensions qui se présentent également au sein de cellules familiales occidentales pour des raisons de diverses natures pouvant par exemple tenir à l'origine sociale ou à l'appartenance à un courant politique différent d'un des conjoints. Il ressort en effet sans équivoques des déclarations de la demanderesse que les membres de sa famille ne se sont pas livrés à des actes de persécution à son égard, mais se sont limités à tenir des propos désobligeants, tel que lui proposer de divorcer de son époux<sup>1</sup> et à refuser de laisser le demandeur entrer dans leur maison familiale<sup>2</sup>.

Quant aux problèmes que les demandeurs auraient rencontrés dans le cadre de leurs rapports avec la population kosovare en raison de leur mariage mixte, ceux-ci rentrent *a priori* dans le champ d'application de la Convention de Genève pour être à rattachables à l'un des motifs de persécutions énumérés à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, à savoir la confession différente des demandeurs. En effet, la demanderesse a indiqué de façon non équivoque qu'« *il y avait toujours la guerre des religions dans les pays du Balkan et beaucoup de haine entre les adhérents des différentes religions. Des mariages mixtes n'ont jamais été bien acceptés.* »<sup>3</sup>, et que « *chez nous, un mariage mixte c'est comme un crime, ni mon mari, ni moi je suis acceptée* »<sup>4</sup>. Or, force est au tribunal de constater que les difficultés dont les demandeurs font état en relation avec leur mariage mixte, en l'occurrence essentiellement la

---

<sup>1</sup> Cf. rapport d'audition de la demanderesse, p. 5

<sup>2</sup> Cf. rapport d'audition de la demanderesse, p. 6

<sup>3</sup> Cf. rapport d'audition de la demanderesse, p. 3

<sup>4</sup> Cf. rapport d'audition de la demanderesse, p. 7

circonstance qu'ils ont fait l'objet d'insultes, illustrées par des attestations testimoniales, versées au dossier, dont il ressort en substance que la vie d'époux de mariage mixte est difficile au Kosovo, ne permettent pas d'établir que les problèmes rencontrés par les demandeurs, qui ne sont par ailleurs pas étayés par d'autres éléments concrets que les attestations sus-visées, présentent le caractère de gravité requis au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006, de sorte qu'ils ne sont pas à considérer comme des actes de persécution.

En ce qui concerne le fait que pendant leur séjour au Monténégro des Albanais se seraient accaparés les kiosques exploités préalablement par les demandeurs, le tribunal est amené à retenir que l'occupation de kiosques abandonnés par leurs anciens exploitants est à qualifier, à défaut d'autres éléments, d'infraction de droit commun, pouvant le cas échéant mener à une procédure pénale devant les tribunaux de droit commun au Kosovo, mais qui ne saurait être rattachée à l'un des motifs de persécutions énumérés à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques, ou l'appartenance à un certain groupe social. Il s'ensuit que ce problème ne tombe pas dans le champ d'application de l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, respectivement de la Convention de Genève.

Quant à l'incendie après la guerre des deux maisons des demandeurs sises au Kosovo que des Albanais auraient provoqués pendant leur séjour au Monténégro, s'il est vrai que cet incident se meut sur une toile de fond ethnique, à savoir l'appartenance du demandeur à la minorité serbe du Kosovo, et peut éventuellement rentrer dans le champ d'application de la Convention de Genève pour être considéré comme un acte criminel à connotation religieuse ou ethnique, outre la circonstance qu'il n'est pas établi en l'espèce que des Albanais sont effectivement à l'origine de l'incendie et que celle-ci a été provoquée intentionnellement, force est au tribunal de constater que ledit incident est trop éloigné dans le temps pour fonder la demande de protection internationale des demandeurs introduite en novembre 2012. A cela s'ajoute que compte tenu de l'évolution de la situation générale au Kosovo, et plus particulièrement de l'indépendance du pays, il y a de bonnes raisons de croire que, dans le contexte actuel du Kosovo, un incident pareil ne se reproduira plus, de sorte que la présomption de l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 ne permet pas de justifier qu'à l'heure actuelle, les demandeurs puissent éprouver une crainte d'être persécutés en cas de retour dans leur pays d'origine sur le fondement de cet incident.

Quant aux insultes et agressions que les demandeurs auraient dû subir dans leur vie quotidienne, et notamment leurs enfants à l'école, et quant aux coups de feu tirés au-dessus de la maison du père de la demanderesse, ils les rattachent à l'origine serbe du demandeur, de sorte que ces problèmes d'ordre ethnique tombent dans le champ d'application de la Convention de Genève. Le tribunal est cependant amené à retenir que ces incidents ne présentent, à défaut d'explications plus circonstanciées pas le caractère de gravité requis au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006 et ne sont partant pas à considérer comme des actes de persécution. Cette conclusion n'est pas énervée par le fait que le demandeur ait été agressé mi-2012 à l'aide d'un couteau au centre-ville de Pec dans un parc par des personnes parlant albanais<sup>5</sup> et que leur fils s'est fait casser une dent à l'école<sup>6</sup>, dans la mesure où il s'agit de deux incidents isolés et qu'en outre, au vu des circonstances dans lesquelles ces incidents se sont déroulés, à savoir dans un parc où les auteurs d'agressions se sentent en général en sécurité pour pouvoir facilement agir à l'abri de la vue d'éventuels passagers, respectivement dans l'enceinte d'une école où des bagarres entre écoliers, aussi

---

<sup>5</sup> Cf. rapport du demandeur, p. 7

<sup>6</sup> Cf. rapport du demandeur, p. 3

condamnables qu'elles soient, ne sont pas à considérer comme un fait extraordinaire, il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'infractions de droit commun relevant de la compétence des cours et tribunaux kosovares.

En ce qui concerne les nombreuses arrestations du demandeur par la police kosovare afin qu'il fournisse des informations sur des personnes d'origine serbe interceptées par cette même police, force est au tribunal de constater que ces arrestations sont liées à l'origine ethnique du demandeur, étant donné que la police kosovare a entendu bénéficier de ses connaissances relatives à des ressortissants serbes de son âge<sup>7</sup> qu'il a pu acquérir en sa qualité de membre, respectivement de collaborateur de l'armée serbe pendant la guerre, qualité qui est par ailleurs connue de la police<sup>8</sup>. Cette conclusion est encore corroborée par les indications du demandeur lors de son audition selon lesquelles il a précisé que l'organisation secrète pour laquelle il avait travaillé relève de l'armée serbe<sup>9</sup>, qu'il avait fait rapport de ses activités à un membre de l'armée serbe<sup>10</sup>, et que la police avait connaissance de son travail pour ladite organisation secrète parce qu'il avait été dénoncé<sup>11</sup>.

Force est encore au tribunal de constater que ces arrestations revêtent une certaine gravité en raison de leur fréquence et de leur caractère arbitraire plus particulièrement et qu'elles étaient effectuées par l'Etat au sens de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 pour avoir été réalisées par des policiers agissant dans le cadre de leurs fonctions. Partant, les policiers ayant procédé auxdites arrestations sont à qualifier d'acteurs de persécution à condition que les autorités du pays d'origine du demandeur définies à l'article 29 de la loi du 5 mai 2006 ne veulent ou ne peuvent pas lui accorder une protection adéquate.

Il ne ressort cependant d'aucun élément soumis au tribunal que les autorités kosovares auraient été dans l'impossibilité ou n'auraient pas voulu intervenir afin de protéger le demandeur contre les actes décrits par lui. Au contraire, le ministre a relevé la possibilité que le demandeur aurait eu de s'adresser à l'Inspectorat de Police du Kosovo compétent pour toute plainte à l'encontre des forces de l'ordre kosovares. A défaut par le demandeur d'avoir au moins recherché la protection d'instances supérieures aux policiers visés, le demandeur n'ayant même pas allégué d'avoir agi en ce sens, et sans même avoir utilement contesté ni la possibilité de ce faire ni l'efficacité d'une pareille démarche, le tribunal ne dispose pas d'éléments suffisants permettant de retenir un défaut de protection de la part des autorités kosovares ou encore permettant de justifier le défaut par le demandeur de rechercher l'aide des autorités de son pays d'origine.

Quant à la restriction de leur liberté de circulation invoquée par les demandeurs, à la prétendue impossibilité d'honorer les membres défunts de leur famille dans le cimetière serbe, ainsi qu'à la circonstance qu'ils vivaient avec une crainte constante, ces difficultés ne sont appuyées par aucun élément concret du récit, de sorte que le tribunal est amené à retenir qu'elles sont utilement contredites par les développements du ministre dans la décision litigieuse du 7 mai 2013 relatives notamment à la description de l'évolution positive de la situation des minorités au Kosovo, à une diminution du nombre des incidents visant les communautés minoritaires, à la possibilité pour toutes les ethnies de circuler librement au Kosovo, ainsi qu'à la protection et la promotion des droits des communautés minoritaires.

---

<sup>7</sup> Cf. rapport du demandeur, p.7

<sup>8</sup> Cf. rapport du demandeur, p. 7

<sup>9</sup> Cf. rapport du demandeur, p. 2

<sup>10</sup> Cf. rapport du demandeur, p. 2

<sup>11</sup> Cf. rapport du demandeur, p. 4



Cette conclusion n'est pas énervée par la référence faite par les demandeurs à l'article 3 de la CEDH, étant donné qu'ils se contentent d'affirmer que leur crainte qu'ils éprouveraient de façon constante serait à considérer comme traitement inhumain et dégradant au sens dudit article sans fournir à cet égard davantage d'explications qui permettraient de mettre en cause les développements du ministre prémentionnés.

Enfin, face à l'affirmation des demandeurs selon laquelle les actes qu'ils auraient subis et qui auraient fait naître dans leur chef un sentiment de peur permanente, considérés dans leur globalité, revêteraient un caractère de gravité suffisante pour être qualifiés d'actes de persécution, le tribunal est amené à retenir que les incidents invoqués par les demandeurs, même pris dans leur globalité, ne sont pas, à défaut d'autres explications plus circonstanciées, de nature à constituer dans leur chef une crainte fondée de persécutions au sens de la Convention de Genève et de la loi du 5 mai 2006.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a rejeté la demande en obtention du statut de réfugié présentée par les demandeurs comme étant non fondée. Le recours des demandeurs est par conséquent à déclarer comme non fondé pour autant qu'il est dirigé contre le refus du ministre de leur accorder le statut de réfugié.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus dans le chef des demandeurs d'un statut de protection subsidiaire, il y a lieu de relever qu'aux termes de l'article 2 f) de la loi du 5 mai 2006, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* ».

L'article 37 de la même loi énumère, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Il s'ensuit que l'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 37 précité de la loi du 5 mai 2006, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c), précitées, de l'article 37, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 28 et 29 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire.

Par ailleurs, l'article 2 f), précité définissant la personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « *des motifs sérieux et avérés de croire que* », si elle est renvoyée dans son pays d'origine « *courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37* », cette définition vise partant une personne risquant d'encourir des atteintes graves futures, sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le

demandeur ait subi des atteintes graves avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 instaure une présomption réfragable que de telles atteintes graves se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces atteintes graves ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent en définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que les demandeurs avancent, du risque réel de subir des atteintes graves qu'ils encourent en cas de retour dans leur pays d'origine.

Le tribunal constate qu'à l'appui de leur demande de protection subsidiaire, les demandeurs invoquent les mêmes motifs que ceux qui sont à la base de leur demande de reconnaissance du statut de réfugié.

Quant au vécu des demandeurs au Monténégro, au regard de la définition de la notion de personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire à l'article 2 f) de la loi du 5 mai 2006 et de celle de pays d'origine contenue à l'article 2 m) de la même loi, dont il découle que la crainte d'atteintes graves est appréciée par rapport au pays dont les demandeurs ont la nationalité, le tribunal est amené à retenir que les craintes des demandeurs sont à apprécier par rapport au Kosovo, et non par rapport au Monténégro, puisqu'ils n'ont pas la nationalité de ce pays.

Quant aux problèmes des demandeurs avec la population kosovare qu'ils rattachent à leur mariage mixte, ainsi que les insultes, les agressions et les coups de feu tirés au-dessus de la maison du père de la demanderesse qu'ils rattachent à l'origine serbe du demandeur, force est au tribunal de constater, sur base des mêmes considérations que celles développées ci-dessus que ces problèmes ne sont pas de nature à atteindre le seuil de gravité requis pour pouvoir être qualifiés d'atteintes graves au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006.

En ce qui concerne les incendies des deux maisons des demandeurs, le tribunal est amené à retenir sur base des mêmes considérations que celles développées ci-dessus, que ces faits ne permettent pas de justifier qu'à l'heure actuelle, les demandeurs puissent éprouver une crainte de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 en cas de retour au Kosovo.

Quant aux arrestations du demandeur par la police kosovare afin de recueillir des informations sur des personnes d'origine serbes, le tribunal est amené à conclure, tel que cela a été retenu ci-avant dans le cadre de l'analyse de la demande en obtention du statut de réfugié, qu'il ne ressort d'aucun élément du dossier que le demandeur ne saurait à cet égard se prévaloir de la protection des autorités compétentes de son pays d'origine, de sorte que le refus ministériel de la protection subsidiaire de ce chef est justifié.

Quant aux autres difficultés invoquées par les demandeurs, force est au tribunal de constater qu'il ne dispose pas des éléments permettant de retenir que de ces faits il existerait de sérieuses raisons de croire qu'ils encourraient, en cas de retour dans leur pays d'origine, un risque réel et avéré de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 précité. Plus particulièrement, les demandeurs restent en défaut d'établir qu'en cas de retour dans leur pays d'origine, ils risqueraient la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, ou encore des menaces graves et individuelles contre leur vie ou leur personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

Il s'ensuit qu'en l'absence d'autres éléments, c'est à juste titre que le ministre a retenu que les demandeurs n'ont pas fait état de motifs sérieux et avérés permettant de croire qu'ils courraient le risque de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 et qu'il leur a partant refusé l'octroi d'une protection subsidiaire au sens de l'article 2 f) de ladite loi.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a déclaré la demande de protection internationale sous analyse comme non justifiée, de sorte que le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

## 2. Quant au recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire, une requête sollicitant l'annulation de pareil ordre contenu dans la décision déferée du 7 mai 2013 a pu valablement être dirigée contre la décision ministérielle entreprise. Le recours en annulation ayant été introduit par ailleurs dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

En l'espèce, les demandeurs sollicitent l'annulation de la décision portant ordre de quitter le territoire comme conséquence de la réformation de la décision portant refus de la protection internationale dans leur chef, et ce en raison du caractère indissociable de la décision de refus de protection internationale et de la décision portant ordre de quitter le territoire. Ils font encore valoir qu'en cas de retour dans leur pays d'origine, ils seraient certainement confrontés aux menaces et insultes de leur entourage.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, « *une décision négative du ministre vaut décision de retour (...)* ». En vertu de l'article 2 o) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ».

Le tribunal vient, tel que développé ci-dessus, de retenir que les demandeurs n'ont à aucun moment fait état d'une crainte justifiée de persécutions ou d'atteintes graves au sens de la loi du 5 mai 2006, de sorte que compte tenu des moyens figurant dans la requête introductive d'instance, le tribunal ne saurait utilement remettre en cause la légalité de l'ordre de quitter le territoire pris à leur encontre.

Il s'ensuit que le recours en annulation est à rejeter comme étant non fondé.

### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 7 mai 2013 portant rejet d'un statut de protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre la décision ministérielle du 7 mai 2013 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé par :

Anne Gosset, premier juge,  
Andrée Gindt, juge,  
Paul Nourissier, juge,

et lu à l'audience publique du 3 avril 2014 par le premier juge, en présence du greffier Monique Thill.

s. Monique Thill

s. Anne Gosset

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 3 avril 2014  
Le greffier du tribunal administratif